

L'IDENTITE CULTURELLE DES INTELLECTUELS AFRICAINS Projet de recherche

Eric Fassin

A l'origine de ce travail, la convergence de deux problématiques: la réflexion sur la notion d'ethnie en Afrique développée par des anthropologues dans le cadre de la F.R.A.N. ou du D.E.A. de Sciences Sociales venait prolonger une étude personnelle entreprise dans un domaine littéraire sur la définition d'une identité culturelle dans les textes poétiques anglais du XXe siècle.

Cette double approche, anthropologique mais aussi littéraire, explique les fondements théoriques de ce projet d'étude: tout d'abord, on envisagera l'identité culturelle non comme donnée, mais comme une construction; c'est ainsi qu'elle apparaît proprement comme "culturelle" —et non "naturelle". La définition de l'identité culturelle est donc bien un processus actif; afin de ne pas y retrouver le seul héritage d'un passé immémorial, on se propose d'en suivre l'évolution et les transformations dans la période récente, et en particulier depuis l'Indépendance pour ce qui concerne la Côte d'Ivoire. La perspective historique permet en effet de retracer une création.

Le singulier de l'expression ne doit pas pour autant faire croire à une unité de vue; il s'agit bien plutôt d'un enjeu commun, c'est-à-dire partagé. Discours d'union, la définition de l'identité culturelle est un facteur de divisions —suscitées autant que révélées. Pour ne pas succomber à l'illusion d'un communisme culturel, qui verrait dans l'identité l'émanation harmonieuse de la communauté unie dans sa totalité, on soulignera la complexité de cette définition, non pas modèle reconnu de tous, mais avec différents niveaux (ethnique ou national,

régional ou continental...) qui peuvent se superposer ou se heurter, et différentes conceptions (politique, religieuse; traditionaliste, moderniste) alliées ou rivales. On cherchera donc à retrouver dans l'identité culturelle les différences sociales.

C'est pourquoi une étude des intellectuels et de leur rôle dans la définition de l'identité culturelle se révélera nécessaire: leur vocation de porte-parole peut amener à les considérer comme la voix de la communauté dans son ensemble; ils n'en constituent pas moins un groupe social particulier, et c'est aussi, sinon surtout, en leur nom propre qu'ils parlent, alors même qu'ils prennent la parole au nom de tous et dans l'intérêt de tous. L'identité culturelle, c'est donc d'abord et avant tout le fait des intellectuels --particulièrement en Côte d'Ivoire, où par exemple le discours ethnique de certains intellectuels est fort de la faiblesse du discours nationaliste de la classe dirigeante. A son discours économique pragmatique, ils peuvent aisément répondre par un discours culturel parfois utopique. Les préoccupations culturelles permettent de dire en un langage non-politique des tensions à caractère politique: on pourra ici songer aux problèmes de l'ivoirisation.

Ce rôle des intellectuels les définit eux-mêmes en tant que tels; c'est ainsi qu'on comprendra le titre de ce projet: "l'identité culturelle des intellectuels africains", c'est bien sûr l'identité culturelle telle que la définissent en Afrique les intellectuels, mais c'est aussi l'identité sociale des intellectuels africains se définissant eux-mêmes par ce discours culturel. On ne saurait en effet éviter au seuil de ce travail la question élémentaire: que recouvre le terme d'intellectuels, et singulièrement en Afrique? Il serait sans doute absurde de prétendre définir **a priori** une catégorie sociale, dans l'ignorance totale des réalités ivoiriennes, soit qu'on parte d'une sélection arbitraire de critères théoriques, soit qu'on importe une compréhension de la réalité sociale française en calquant la définition sur cette expérience: une définition sociale spécifique passe par une connaissance empirique. En première approche, on pourra dire que la définition n'est donc pas le point de départ, mais l'aboutissement du travail; on ne peut que définir **a posteriori**.

On ne saurait pourtant abandonner là le problème, en confiant à un empirisme naïf la résolution des difficultés; sans vouloir définir dès à présent l'intellectuel par un niveau d'étude (lequel, d'ailleurs?) ou une profession (faudrait-il se limiter aux enseignants, ou inclure par exemple les journalistes?), sans se contenter d'une définition strictement objective (publications) ou purement subjective (le sentiment d'être un intellectuel), on pourra entreprendre une description "négative" (non pas ce qu'est un intellectuel, mais ce qu'il n'est pas): le définir par oppositions successives, c'est définir sa position sociale, afin d'esquisser une définition sociale de l'intellectuel.

Telle est donc l'hypothèse fondatrice de cette réflexion: avant l'Indépendance, on ne saurait évoquer les intellectuels comme groupe social à proprement parler; on pourrait plutôt reprendre le terme alors courant d'"évolués", que leur éducation opposait aux "incultes". Depuis l'Indépendance, plusieurs facteurs ont modifié la perspective: les intellectuels ont dû se définir par rapport à un pouvoir qui n'était plus celui de la colonisation, révélant ainsi les clivages qui divisaient les élites, oubliés ou mis de côté pour un temps, celui des luttes précédant l'Indépendance. Les intellectuels constituent dès lors un groupe social qui ne se fond plus simplement dans les élites. Cela, d'autant plus que le développement de l'Education, objectif prioritaire du gouvernement ivoirien, a multiplié le nombre des diplômés de manière spectaculaire. Ce dernier point n'a pas fait que multiplier le nombre des diplômés, mais aussi, et surtout depuis quelques années, le nombre des diplômés chômeurs. Ainsi, l'élargissement du groupe des intellectuels a correspondu avec une dévalorisation relative plus sensible encore que dans les pays occidentaux de leur statut.

Les intellectuels se définissent ainsi doublement, par leur appartenance aux élites africaines, mais aussi par leur éloignement du pouvoir; s'ils aspirent parfois à s'identifier au "peuple", c'est aussi qu'ils ne peuvent pas toujours s'identifier aux classes dirigeantes.

On se propose donc d'étudier cette situation apparue avec la crise dans toute sa netteté: pour comprendre les

définitions de l'identité culturelle, on s'attachera bien sûr d'abord à en cerner la cohérence; mais on ne pourra s'arrêter à cette compréhension interne: dans un premier temps, l'objectivation nous portera vers une interprétation politique, avant d'aborder dans un deuxième temps une compréhension sociologique. La signification du discours culturel se trouve ainsi rapportée en dernier recours à ses fondements sociaux.

L'interprétation politique s'impose en premier lieu: les définitions de l'identité culturelle ne se comprennent pas en dehors de leurs relations avec les conceptions des politiques de développement; elles impliquent toujours une appréciation des rapports avec l'Occident, mais aussi avec les pays ou cultures voisins. On se propose donc d'étudier la portée politique des problèmes culturels. On pourra ainsi dessiner la logique des rapports entre ces discours et ces pratiques: qu'on puisse y déceler la traduction, en actes ou en paroles, de ces définitions, voire des contradictions, dénotant des incompatibilités et même des oppositions, cette logique prend un sens politique. Le discours sur l'identité culturelle que tiennent les intellectuels ne se comprend pas indépendamment des pratiques de la classe politique en matière de développement.

C'est pourquoi on peut en second lieu s'interroger sur les fondements sociaux de cette logique: la logique politique des rapports entre les définitions de l'identité culturelle et les conceptions des politiques du développement peut être à son tour rapportée à la logique sociologique des rapports entre les intellectuels et la classe dirigeante. On peut ainsi ramener la relation entre discours et pratiques à ses conditions sociales de production. Si le politique se dit en termes culturels par opposition au langage économique du pouvoir, cette opposition renvoie à la composition sociale des élites ivoiriennes. La contradiction politique entre un discours culturel et une pratique économique "économisante" est fondée sociologiquement. La revendication d'identité culturelle fait pendant au choix politique de dépendance, alors que les intellectuels ne peuvent plus s'identifier aux classes dirigeantes, sans renoncer à leur appartenance aux élites.

On se propose d'analyser cette situation sociale ambiguë dans toute sa complexité: il serait en effet dangereux de ne retenir que la simple opposition décrite par ce schéma dichotomique. L'étude empirique montrerait sans doute la variété des situations réelles; on ne saurait considérer comme deux univers autonomes les intellectuels et la classe dirigeante, pas plus qu'on ne pourrait les appréhender comme des mondes homogènes. Les passages entre ces groupes existent, sans être accessibles à tous. On s'intéressera donc, en complément de la vision globale déjà esquissée, à la diversité des cas: on étudiera donc à la fois la situation des différents intellectuels dans le monde intellectuel, mais aussi leur place dans la société globale, pour parvenir à une double définition, interne et externe, de leur position sociale.

La définition interne renvoie à la position des intellectuels dans le monde intellectuel, telle qu'elle apparaît à travers des indices comme les diplômes ou les publications, et bien sûr la situation professionnelle: pour parler des intellectuels comme groupe social, on n'en oubliera pas les stratifications qui les divisent; les intellectuels n'échappent pas à une hiérarchie interne. Cette position interne au monde intellectuel n'est évidemment pas sans rapport avec la position externe qui caractérise les individus et non seulement le groupe dans son entier: les rapports qu'entretiennent les intellectuels avec les classes dirigeantes, mais aussi avec le reste de la société, par les jeux de la parenté, de l'alliance ou des relations sociales, qu'ils disposent d'un pouvoir économique ou qu'ils jouent un rôle économique par surcroît, qu'ils entretiennent des relations étroites avec des entreprises privées ou avec la haute administration, ces rapports définissent aussi la position sociale complexe et diversifiée des intellectuels.

On voit maintenant la problématique se dessiner dans son ensemble: il s'agit de rapporter les discours sur l'identité culturelle à leur contexte, en donnant au terme son acception la plus large. Tout d'abord en les mettant en relation avec le contexte politique dans son évolution récente: l'identité culturelle nous ramène au développement. Puis en rattachant ce couple de forces à son moteur

sociologique, c'est-à-dire aux tensions sociales qui obligent à poser la question de ce qu'on pourrait appeler le "contexte d'énonciation". Pour comprendre un discours sur l'identité culturelle, on se demandera qui le prononce, sans se contenter d'une définition générale (les intellectuels), mais en essayant d'approcher d'une description plus spécifique (quel intellectuel?).

Les questions permettant d'appréhender simultanément les intellectuels comme groupe et comme individus s'imposent dès lors: on pourra s'interroger sur l'origine, le parcours et la situation des intellectuels. Leur origine d'abord, essentielle dès lors qu'il s'agit d'un discours sur les racines culturelles: origine ethnique, régionale ou religieuse, bien sûr, mais aussi, et ce trait est souvent évacué des préoccupations des intellectuels s'il s'agit d'identité culturelle, origine sociale, car un passé culturel commun ne permet pas forcément à un fils de paysan de s'identifier à un fils de fonctionnaire. Le parcours peut également se révéler fort important pour interpréter les divergences dans les discours: parcours géographique et social, mais aussi, plus spécifiquement, universitaire, car le choix des filières et des établissements, en Côte d'Ivoire ou à l'étranger (et l'on ne manquera pas de noter que cette dernière catégorie regroupe des cas de figure tout à fait différents, que l'étudiant reste en Afrique, ou qu'il choisisse la France ou les Etats-Unis...), peut être significatif. On n'oubliera pas pour autant la situation actuelle, dont un seul exemple suffirait pour souligner l'importance: celui des intellectuels au chômage.

Cette enquête pourrait être centrée sur le milieu universitaire, sans pour autant, encore une fois, prétendre l'analyser hors de tout contexte, mais plutôt afin de délimiter un objet d'étude qu'il soit possible d'appréhender dans son entier. Ce milieu restreint permettrait de poser avec plus de précisions certaines questions. Tout d'abord, on l'a dit, parce que les cheminements universitaires indiquent déjà les clivages qui parcourent les élites, alors même qu'il est devenu impossible pour les classes dirigeantes de se dispenser d'une formation universitaire, sans pour autant que leur formation soit

identique à celle des intellectuels. Mais aussi parce que les savoirs idéologiques que transmet l'Université s'y trouvent également remis en cause: on y assiste à la confrontation de générations successives, étudiants et enseignants, ou même à l'intérieur du corps enseignant; c'est cette différenciation selon les générations que l'on souhaiterait ainsi appréhender, puisqu'elle permet en quelque sorte de projeter dans la synchronie l'évolution récente de la situation des intellectuels. Ce cadre d'enquête privilégié, d'autant qu'il est plus facile d'y recourir aux statistiques et autres documents existants, n'exclut évidemment pas la prospection dans d'autres directions, qu'il s'agisse d'autres établissements d'enseignement, ou qu'on songe à se tourner vers les milieux de l'édition, du journalisme, ou de la recherche. Il s'agit en fait de centrer le travail.

On ne pourra en effet manquer d'être confronté à des problèmes qui débordent largement les limites posées à l'origine de ce travail, puisqu'ils touchent directement à la définition d'une identité culturelle. Deux problèmes se posent avec une acuité particulière, bien qu'ils concernent des groupes d'une importance numérique et d'un statut qui interdisent la comparaison; il s'agit en effet des étrangers qui sont très nombreux en Côte d'Ivoire, immigrés d'origine africaine souvent confinés dans les travaux subalternes, en particulier dans l'agriculture, mais aussi coopérants occidentaux, moins nombreux mais paradoxalement plus visibles, ou du moins plus présents dans le discours sur l'identité culturelle chez les intellectuels. On s'étonne du relatif silence qui entoure les travailleurs immigrés en Côte d'Ivoire, si nombreux que l'on évite d'en publier les statistiques, comme pour éviter une prise de conscience; faut-il y voir un phénomène occulté? Si l'on regarde ensuite vers le haut, et non plus vers le bas, de l'échelle sociale, on est au contraire frappé de l'importance considérable accordée à la présence contestée des coopérants, à l'heure où l'on réduit leurs effectifs; il pourrait être intéressant de percevoir la réalité du phénomène, en suivant l'évolution des effectifs de coopérants selon les branches (littéraires/scientifiques, enseignants/techniques), selon la situation géographique

(Abidjan/brousse), selon la nationalité (l'influence du F.M.I. pourrait-elle se traduire dans une modification de la composition nationale des coopérants, et le recul de la France en Côte d'Ivoire se marquerait-il aussi par la place moins importante qu'y occupent ses coopérants?).

On le voit, le risque n'est pas de trop restreindre, mais de trop élargir le sujet d'enquête. C'est que parler de l'identité culturelle africaine, c'est aussi parler de l'identité sociale des intellectuels africains, dont les positions politiques face au développement les définissent par rapport à la classe dirigeante, en les amenant à se situer dans la société tout entière; un problème spécifique ne saurait donc être abordé sans une connaissance minimale du contexte général. C'est la préenquête qui permettra d'acquérir la familiarité nécessaire à la compréhension la plus élémentaire; elle supposera de ne pas exclure **a priori** des éléments jugés non-pertinents, avant de pouvoir décider en connaissance de cause de la définition plus stricte du sujet.

Dans les mois qui précéderont le départ pour le centre O.R.S.T.O.M. de Petit-Bassam, en février 1985, il sera déjà possible de commencer cette préenquête: par des lectures, par des contacts avec des Ivoiriens présents à Paris; mais aussi, bien sûr, en continuant de suivre des enseignements tels ceux de la F.R.A.N. ou en commençant l'apprentissage du Djoula. Sur place, le travail s'inscrirait dans celui d'une équipe. Il reposerait principalement dans un premier temps sur des interviews auprès d'étudiants, d'universitaires, d'écrivains, de journalistes, d'éditeurs, etc... Il ne suffirait pourtant pas de s'appuyer sur un nombre important de cas isolés. L'enquête se poursuivra alors par des questionnaires dont l'élaboration aura été rendue possible par le travail préalable, afin que la formulation des questions se révèle aussi féconde pour les indications que le taux de réponses le permettra. Enfin, les documents d'archives ou les textes publiés peuvent être fertiles en renseignements, et l'on pourra utiliser les statistiques disponibles; les médias pourront compléter les documents ainsi réunis.

Rappelons pour conclure la nature de ce texte: il s'agit véritablement d'un projet, conçu dans l'ignorance

totale des réalités ivoiriennes, à partir de connaissances essentiellement livresques et d'une réflexion toute théorique. Il ne saurait néanmoins être question de s'abstenir de toute hypothèse de travail préalable à la connaissance empirique; l'utilité des hypothèses avancées dans ce projet sera peut-être de se trouver démenties par l'expérience. Du moins auraient-elles ainsi, fût-ce négativement, contribué à cette recherche.